

A.L.M.



Société à responsabilité limitée au capital de 60.000 Frs

Siège social : 68, rue de Neuilly CLICHY (92110)

3450

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur André, David ABOUDARAM, demeurant 68, rue de Neuilly CLICHY (92110), de nationalité française, né le 20 Janvier 1953 à MOSTAGANEM (Algérie).
- Monsieur Jean-Louis, Henry LAUTIER, demeurant 62, rue de Bellevue BOULOGNE (92100), de nationalité française, né le 2 Mai 1943 à PARIS (75020).
- Monsieur Xavier, Richard, Philippe MATHEVET, demeurant 4, rue Alfred Bruneau à PARIS (75016), de nationalité française, né le 29 Juillet 1951 à AGON-COUTAINVILLE (50230).

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

TITRE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1 - Forme

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi et les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- Toutes prestations de services dans tous les domaines et particulièrement dans les domaines suivants : immobilier, transactions sur immeubles et fonds de commerce, gestion immobilière, mobilier, commercial, administratif, financier, publicitaire, ainsi que la mise à disposition de personnel, de mobilier ou de fournitures.
- La réalisation et la fourniture de toutes études.
- La location de tous matériels, mobiliers ou éléments immobiliers.
- Le démarchage de clientèle pour le compte d'autrui et la représentation commerciale.

et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés ou à tous autres objets similaires ou connexes.

Article 3 - Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale : "A.L.M."

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à : CLICHY (92110) 68, rue de Neuilly.

Il pourra être transféré en tout autre lieu d'Ile de France par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés.

14 4M
5

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus aux présents statuts.

TITRE II : APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 6 - Apports

Les soussignés apportent à la Société, à savoir :

- Monsieur André ABOUDARAM, la somme de cinquante quatre mille francs	54.000 Frs
- Monsieur Jean-Louis LAUTIER, la somme de trois mille francs	3.000 Frs
- Monsieur Xavier MATHEVET, la somme de trois mille francs	<u>3.000 Frs</u>
Soit au total la somme de 60.000 francs	60.000 Frs

Laquelle somme de 60.000 Frs a été déposée par les associés, conformément à la loi, le 25 Janvier 1995, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès du CREDIT LYONNAIS Agence 508 - Hôtel de Ville - 64, boulevard Jean Jaurès CLICHY (92110).

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 60.000 Francs, il est divisé en 600 parts égales de 100 Francs chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- Monsieur André ABOUDARAM cinq cent quarante parts numérotées de 1 à 540	540 parts
- Monsieur Jean-Louis LAUTIER trente parts numérotées de 541 à 570	30 parts
- Monsieur Xavier MATHEVET trente parts numérotées de 571 à 600	<u>30 parts</u>
Total du nombre de parts sociales composant le capital social, soit six cents	600 parts

Article 8

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

Article 9

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société, qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil. Elle est également rendue opposable à la société par le dépôt d'un original et l'attestation du gérant.

14 JM
57

Article 10

Toute cession de parts à qui que ce soit, est subordonnée au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui réalise l'acquisition.

Article 11

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

Article 12

La société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, son incapacité, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé.

TITRE III - GERANCE

Article 13

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés avec limitation de la durée de leur mandat de deux à cinq ans. Dans ce cas, le ou les gérants sont rééligibles. Les gérants autres que les gérants statutaires sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le premier gérant de la société est Monsieur André ABOUDARAM, nommé pour une durée de deux ans.

Article 14

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte-tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES

Article 15

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance ou du commissaire aux comptes, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit en assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

14 ym
5

Article 16

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Les représentants légaux de personnes morales associées ou d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Article 17

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis quel que soit le nombre des votants.

Article 18

Les modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

Article 19

Dans les assemblées, ou lors des consultations écrites, autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts ou d'autoriser les cessions de parts à des tiers étrangers à la société, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants représentés, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

Article 20

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultations écrites des associés à l'initiative du gérant ou de l'un d'eux en cas de pluralité. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport de gestion ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours et d'un délai maximal de vingt jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 21 - Exercice social

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 1995.

Article 22 - Affectation et répartition des bénéfices

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. Toutefois, lorsqu'un bilan établi au

11 5M
57

cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société - depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire - a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice.

Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au précédent alinéa.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable, il peut être incorporé tout ou partie au capital.

Tout dividende distribué en violation des règles ci-dessus énoncées est un dividende fictif.

Les modalités de mise en paiement des dividendes, votés par l'assemblée générale, sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice ; la prolongation de ce délai peut être accordée par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête, à la demande de la gérance.

Aucune répétition de dividendes ne peut être exigée, hors les cas de distribution de dividendes fictifs, ou de distribution d'un intérêt fixe ou intercalaire. Dans ces cas, l'action en répétition se prescrit par trois ans à compter de la distribution des dividendes.

En outre la société doit prouver que les bénéficiaires de la distribution avaient connaissance du caractère irrégulier de celle-ci, ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

Article 23 - Comptes sociaux

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte de résultat, le bilan et l'annexe.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par la société.

Elle établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 24 - Comptes courants d'associés

Chaque associé a la possibilité, avec le consentement de la gérance, de verser dans la caisse sociale les fonds jugés utiles aux besoins de la société. Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, les délais pour retirer les sommes sont arrêtés dans chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés en appliquant la procédure spéciale des conventions réglementées.

TITRE VI - CONTROLE DES COMPTES

Article 25

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes conformément aux dispositions légales.

1-1 4m
4
7

TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 26

A l'expiration de cette société ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Article 27 - Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile, dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du Procureur de la République près le tribunal de grande instance du lieu du siège social.

Article 28 - Mandat

Les associés donnent expressément mandat à Monsieur André ABOUDARAM qui accepte, à l'effet de prendre toutes dispositions en vue de mettre en place et commencer l'activité de la société dès la signature des présentes, à cet effet passer et signer tous actes entrant dans l'objet social, substituer et plus généralement faire le nécessaire.

Conformément aux dispositions de l'article 26 du décret du 23 mars 1967, les actes accomplis dans l'exécution de mandat sus-visé pour le compte de la société en formation et les engagements souscrits au titre de ces actes seront repris par la société sous réserve de la signature des présents statuts lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 29 - Délais

Les délais stipulés aux présents statuts doivent être décomptés selon les règles fixées par les articles 640 à 642 du nouveau code de procédure civile.

Article 30 - Publicité

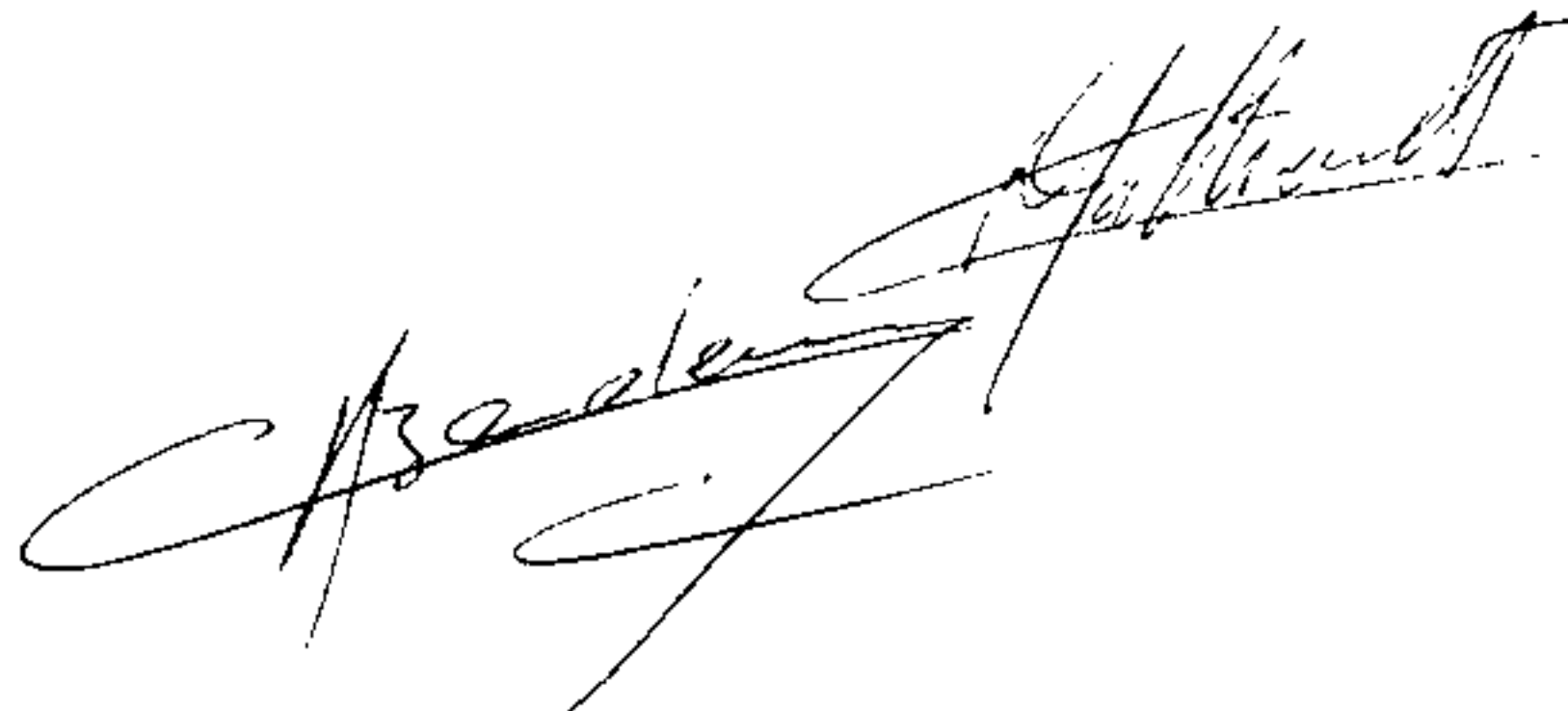
Les formalités de constitution étant accomplies, l'avis prévu par l'article 285 du décret du 23 mars 1967 sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont donnés à Monsieur André ABOUDARAM ou toute personne qu'il se substituera pour effectuer les différentes formalités prescrites par la loi.

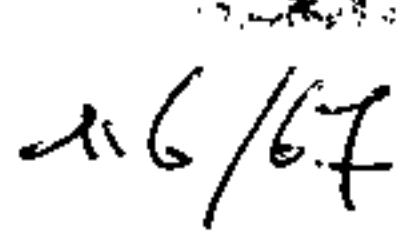
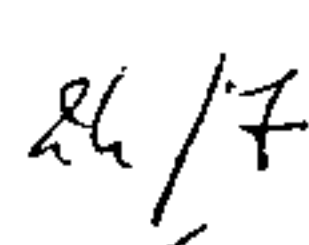
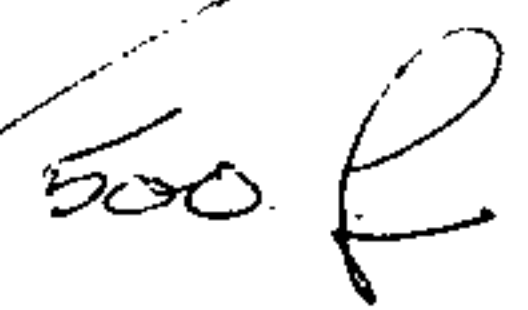
Article 31 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés.

Fait à CLICHY,
L'an mil neuf cent quatre vingt quinze,
le 25 janvier

En 5 Exemplaires,
dont un pour l'enregistrement et deux pour le greffe.

11 kichy


SIGNATURE

Quelch' Aboudaram.
68 Rue de Nemilly
92110 Clichy.

Quelch' Aboudaram.
68 Rue de Nemilly
92110 Clichy.

Lettre Recommandée. A.R.

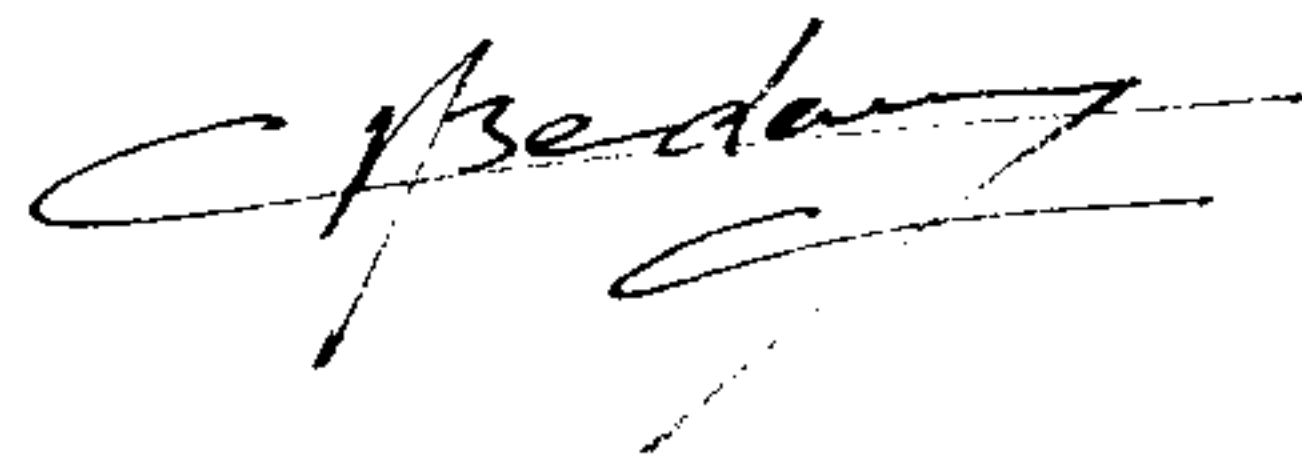
Clichy le 21/Janvier 1995

Madame,

Par la présente je vous informe de mon intention de
souscrire au capital de la SARL. AL17 au capital de 60.000 F,
à hauteur de 54000 F, soit 540 parts d'une valeur de 100 F sur un
Totalité de 600 représentant l'entière.

Les associés détenant respectivement 30 parts chacun.

Cette souscription se fera en mon nom; je vous remercie
de bien vouloir m'accuser réception de la présente et vous prie de
croire en mes sentiments les meilleurs.



Noëlle ABOUDARAY
68 Rue de Neuilly
92110 Clichy

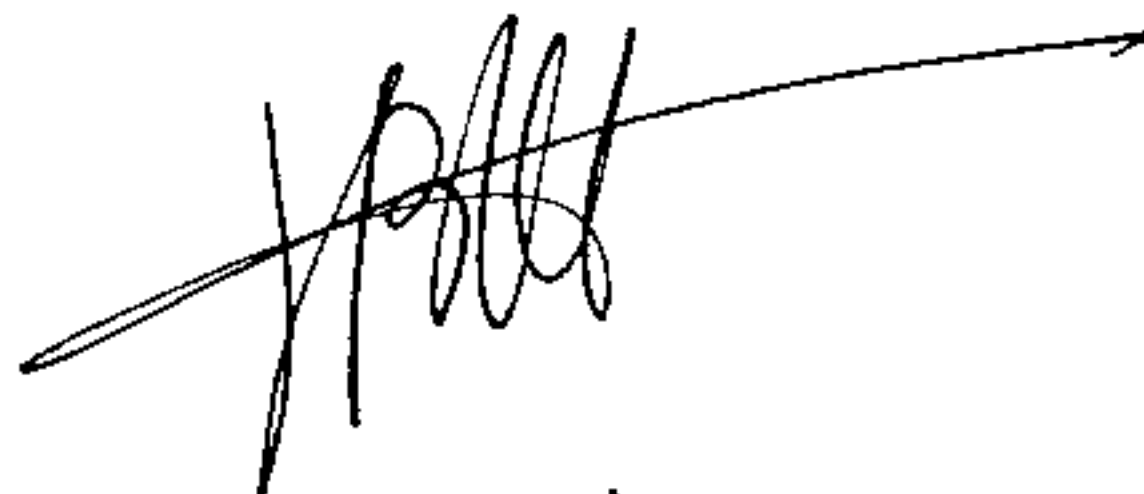
Clichy le 25 janvier 1995

Monsieur,

Pour faire suite à votre courrier du 23 janvier 95
je vous donne mon accord sur votre participation
de la SARL "ALM" au capital de 60 000 F
à hauteur de 54 000 F soit 540 parts d'une
valeur de 100 F.

Je vous précise qu'en aucun cas je ne souhaite
de filie d'exercice, votre activité ne devant
pas me concerner

J'insiste pour que cette qualité ne me soit
pas reconnue, et vous prie de croire en
mes meilleurs sentiments



Fait à Clichy le 25 janvier 1995.
lettre recommandée, A. R.

A.L.M.

Société à Responsabilité Limitée au capital de 60.000 Frs

Siège Social : 68, rue de Neuilly CLICHY (92110)

DECLARATION DE REGULARITE

ET DE CONFORMITE

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur André, David ABOUDARAM, demeurant 68, rue de Neuilly CLICHY (92110), de nationalité française, né le 20 Janvier 1953 à MOSTAGANEM (Algérie).
- Monsieur Jean-Louis, Henry LAUTIER, demeurant 62, rue de Bellevue BOULOGNE (92100), de nationalité française, né le 2 Mai 1943 à PARIS (75020).
- Monsieur Xavier, Richard, Philippe MATHEVET, demeurant 4, rue Alfred Bruneau PARIS (75016), de nationalité française, né le 29 Juillet 1951 à AGON-COUTAINVILLE (50230).

agissant en qualité de seuls gérant et associés de la Société "A.L.M." Société à Responsabilité Limitée au capital de 60.000 Frs, dont le siège social est à CLICHY (92110) 68, rue de Neuilly.

DECLARENT, à l'appui de la demande d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés qu'ils déposent pour se conformer à l'article 6 de la loi 66-537 du 24 Juillet 1966, complétée par l'article 27 du décret 67-236 du 23 Mars 1967, qu'ils ont effectué les opérations suivantes en vue de constituer régulièrement ladite société :

- I Les fonds provenant des apports en numéraire ont été déposés dès leur réception au CREDIT LYONNAIS, Agence 508 - Hôtel de Ville - 64, boulevard Jean Jaurès CLICHY (92110) sur un compte ouvert au nom de la société en formation.
- II Les statuts ont été rédigés par acte sous seings privés le vingt cinq janvier mil neuf cent quatre vingt quinze, et signés par tous les associés.

u
4
PM

Ils contiennent toutes les énonciations exigées par la loi.

Les associés ont notamment expressément déclaré dans les statuts que les parts sociales composant le capital de la société ont été souscrites en totalité et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en numéraires s'élevant à 60.000 Frs et qu'elles ont été réparties entre les associés proportionnellement à la valeur de leur apport respectif.

Les statuts ont désigné comme premier gérant de la Société pour une durée de deux ans, Monsieur André ABOUDARAM demeurant 68, rue de Neuilly CLICHY (92110).

Ce dernier a déclaré accepter ces fonctions.

- III L'avis prévu par l'article 285 du décret 66-236 du 23 Mars 1967 a été demandé dans le journal d'annonces légales publiant dans le département des Hauts de Seine, "les Annonces de la Seine", journal du 30 Janvier 1995.

Cet avis contient toutes les indications prévues par la loi.

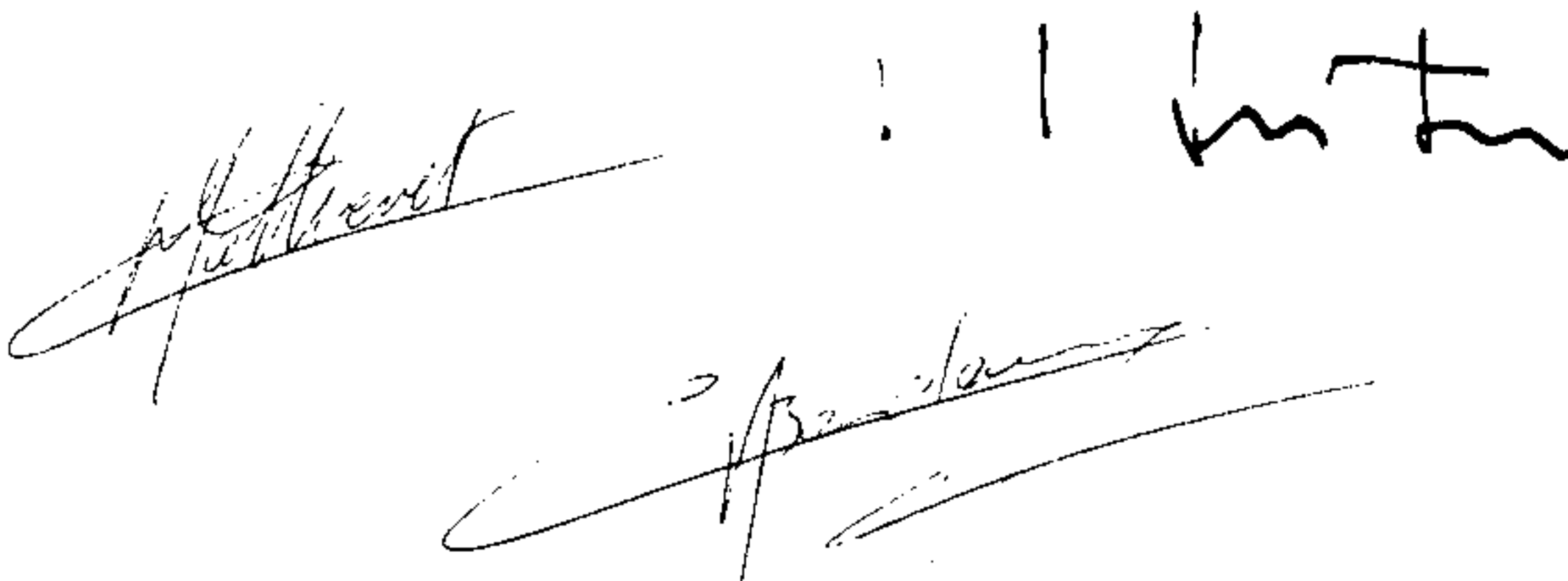
- IV A l'appui de la présente déclaration les soussignés présentent :

- deux exemplaires originaux des statuts contenant la nomination du gérant
- certificat délivré par le dépositaire des fonds en deux exemplaires originaux.

Ces pièces seront déposées en même temps que deux originaux de la présente déclaration au Greffe du Tribunal de Commerce avec la demande d'immatriculation.

Comme conséquence des déclarations qui précèdent les soussignés es qualité affirment sous leur responsabilité que la constitution de la société a été réalisée en conformité de la loi et des règlements en vigueur.

Fait à Clichy,
le 25 Janvier 1995,
en deux exemplaires originaux.

The block contains three handwritten signatures in black ink. The signature on the left is slanted and appears to be 'A. ABOUDARAM'. The signature in the middle is more horizontal and appears to be 'J. B. ...'. The signature on the right is also horizontal and appears to be 'M. ...'. There are some additional marks and scribbles around the signatures.